

Communiqué de presse

Le 21 mars 2018

La fédération morbihannaise du Parti Socialiste soutient la manifestation du 22 mars pour défendre une autre vision du service public aux côtés des fonctionnaires, des cheminots et des usagers.

Les revendications principales sont légitimes : gel du point d'indice, suppression de la journée de carence, conditions de travail dégradées... Preuve en est, les nombreuses situations de mal-être des fonctionnaires, relayées dans les médias.

Les hospitaliers sont confrontés à de nouvelles baisses de tarification, des conditions de travail dégradées, entraînant des situations de tensions. Ces difficultés, dans un contexte économique de plus en plus contraint et souvent déficitaire génèrent des conditions d'accueil et de soins des malades délébiles.

Dans l'Éducation Nationale, là aussi les fonctionnaires ne sont plus forcément remplacés, faute de budget. De plus, le ministre Gérald Darmanin l'a réaffirmé, le recours aux contractuels sera plus important encore et le gouvernement maintient sa volonté de supprimer 120 000 postes de fonctionnaires. Où vont-ils pouvoir réduire la voilure ? Ces choix deviennent dangereux pour les services publics et leur nécessaire continuité.

Le Parti socialiste rappelle son opposition à la réforme de la SNCF du gouvernement. Celle-ci relève également de la condamnation d'une nouvelle stigmatisation, celle du statut des cheminots sans prendre en compte la diversité sociale qu'il recouvre. Le Gouvernement élude ainsi les difficultés de l'entreprise publique et remet brutalement en cause le travail de réflexion engagé sous l'ancien Gouvernement, encore une amnésie.

Les défis pourtant ne manquent pas – exigence climatique, logistique urbaine, lutte contre les inégalités territoriales, évolution de carrière et rémunération des agents, qualité du service – auxquels les mesures annoncées hélas ne répondent pas. C'est ce à quoi s'emploient les majorités auxquelles les socialistes appartiennent et là où ils sont en responsabilité.

Les choix politiques du Gouvernement fragilisent encore des politiques publiques soucieuses de l'intérêt général, de l'aménagement du territoire et au plus près des besoins de la population. Il en est ainsi en Région Bretagne, à l'image de la politique LGV ou de celle des TER bretons, Gérard Lahellec, Vice-président de la Région Bretagne en charge des Transports, a rappelé récemment que : « *La preuve est apportée que l'ambition publique n'est pas synonyme de dérive dispendieuse des dépenses publiques !* ».

Le chemin de fer est un patrimoine national auquel nos concitoyens sont attachés : il fait partie de **la République sociale et territoriale**. Exiger des économies de la SNCF n'a en effet de sens que si l'on est capable d'inventer le chemin de fer de demain, d'en dresser les grandes perspectives, de définir ses finalités puis ses modalités pour garantir un service public de qualité pour l'ensemble de nos concitoyens.